REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 08 au 14 février 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Un rendez-vous pour favoriser le développement socio-économique post-covid
- La COI organise des Assises régionales de la formation professionnelle et de la mobilité

1.2 Sécurité maritime.....4
- Seychelles mobilises international community to continue focusing on maritime security in the Western Indian Ocean
- Seychelles mobilise the international community to continue focusing on maritime security in the Western Indian Ocean

1.3 Changement climatique : Projet Hydromet.....6
- Hydrométéorologie : un outil stratégique pour assoir la coopération entre les Pays de la zone Océan Indien

1.4 Economie bleue.....7
- Visite de l'Institut de Recherche de l'Economie Bleue de l'UniSey

1.5 Agriculture.....9
- Rencontre entre le ministre de l'agriculture et des représentants du CIRAD

1.6 Société.....11
- CYCLONE BATSIRAI - MADAGASCAR : LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE LANCE UN APPEL À DONS POUR FAIRE FACE AUX BESOINS

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....13
- Marché du nickel : Une croissance qui joue en faveur de l'économie malgache
- BAD/Secteur non sucrier : une délégation bientôt à Maurice pour une étude de faisabilité

2.2 Environnement.....15
- Les Seychelles plaident lors du sommet " One Ocean Summit " contre les menaces qui affectent les petits états insulaires.
- Les impacts dévastateurs du réchauffement au crible de 195 pays

2.3 Tourisme..... 17
- Quelque 40,000 touristes sont arrivés à Maurice en janvier 2022

2.4 Covid-19.....18
- Bilan Covid-19 : 28 décès et 1410 nouveaux cas en une semaine

2.5 Pêche.....19
- Pêche industrielle et artisanale : Vers un renouvellement des protocoles de pêche

COOPÉRATION RÉGIONALE

Un rendez-vous pour favoriser le développement socio-économique post- covid

La Commission de l'océan Indien (COI) organise du 10 au 11 février, des Assises régionales pour favoriser la formation professionnelle et la mobilité pour promouvoir le développement socio-économique dans un contexte de reprise post-covid. Ce rendez-vous va permettre aux acteurs régionaux de répondre aux besoins immédiats et futurs des secteurs d'activité tels que le tourisme, l'agriculture et l'économie bleue.

Pour contribuer à une reprise des vies professionnelles post-covid, la Commission de l'océan Indien va débuter aujourd'hui des Assises régionales dans le but de promouvoir le développement socio-économique. Cet évènement est organisé en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'Organisation Internationale du travail (OIT) et Cap Business océan Indien. Au programme : mise en débat de diagnostics sectoriels sur la formation pour déboucher sur des recommandations permettant de construire un programme de coopération régionale pour la formation professionnelle et la mobilité en formation professionnelle. Ainsi une équipe d'experts est déjà mobilisée par la COI à travers l'organisation Expertise France pour réaliser des diagnostics dans quatre secteurs importants : le tourisme, l'économie bleue et métiers de la mer, BTP, et l'agriculture. Une unité de veille sanitaire de la COI animera une table ronde sur les formations et les métiers de la santé, notamment au travers de l'expérience du FETP.

En outre, Cap Business océan Indien facilitera une session sur le numérique. C'est ainsi que près d'une centaine de personnes est attendue au rendez-vous dont des responsables des administrations nationales, professionnels de la formation et de l'éducation, opérateurs privés, partenaires, experts. Avec leur contribution, le secrétariat général établira une note stratégique exposant les attentes, les opportunités, les avantages comparatifs et complémentarités dans les Etats membres. L'ensemble de ces activités doit aboutir à la formulation d'un document qui pourra constituer la base d'un programme régional dans le domaine. Une fois adopté, ce document, sera proposé à l'agenda du 36e Conseil des ministres le 23 février prochain à Paris. Pour des raisons sanitaires, cette activité qui vise à promouvoir la formation professionnelle comme levier de développement socioéconomique se tiendra dans un format 100% distanciel à travers une plateforme numérique immersive et collaborative. Une action appuyée par le Centre international de formation de l'OIT.

Ainsi cette rendez-vous fait suite à une décision du Conseil extraordinaire des ministres de la COI de novembre 2021 avec un objectif général qui est celui d'identifier des axes permettant de bâtir un programme régional de mobilité en formation professionnelle. Sur ce, ces assises tiennent surtout à confirmer les diagnostics sectoriels établis, à identifier les opportunités de coopération et les bonnes pratiques sur lesquelles capitaliser, à disposer d'un ensemble de recommandations pouvant nourrir la réflexion des acteurs régionaux et donner lieu à des activités portées par la COI ou d'autres opérateurs ; à mobiliser les parties prenantes nationales et régionales sur les questions de formation professionnelle.

Kamal Gamal

La COI organise des Assises régionales de la formation professionnelle et de la mobilité

Partenariat avec l'Organisation internationale du Travail, l'AFD et Cap Business océan Indien

La Commission de l'océan Indien organise les 10 et 11 février 2022 des Assises régionales de la formation professionnelle et de la mobilité. Cet évènement est organisé en partenariat avec le groupe Agence française de développement (AFD) et la collaboration de l'Organisation internationale du travail (OIT) et Cap Business océan Indien.

Au programme : mise en débat de diagnostics sectoriels sur la formation pour déboucher sur des recommandations permettant de construire un programme de coopération régionale pour la formation professionnelle et la mobilité en formation professionnelle.

Une équipe d'experts a été mobilisée par la COI à travers Expertise France pour réaliser des diagnostics dans quatre secteurs : tourisme, économie bleue et métiers de la mer, BTP, agriculture. En complément, l'Unité de veille sanitaire de la COI animera une table ronde sur les formations et les métiers de la santé, notamment au travers de l'expérience du FETP. Cap Business océan Indien facilitera une session sur le numérique.

Près d'une centaine de personnes est attendue : responsables des administrations nationales, professionnels de la formation et de l'éducation, opérateurs privés, partenaires, experts… Avec leur contribution, le Secrétariat général établira une note stratégique exposant les attentes, les opportunités, les avantages comparatifs et complémentarités dans les États membres. Ce document, qui pourra constituer la base d'un programme régional dans le domaine, sera proposée à l'agenda du 36e Conseil des ministres le 23 février prochain à Paris. Cette activité vise à promouvoir la formation professionnelle comme levier de développement socioéconomique utile dans un contexte de reprise post-Covid.

Ces Assises se tiendront dans un format 100 % distanciel à travers une plateforme numérique immersive et collaborative. Le Centre international de formation de l'OIT apporte son appui dans ce cadre.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.youtube.com/watch?v=CT6jh6oO5dY (Vidéo)
- https://www.commissionoceanindien.org/assises-formations-professionnelles/

Seychelles mobilises international community to continue focusing on maritime security in the Western Indian Ocean |09 February 2022



Mr Lalande (first left facing camera) represented Seychelles at the Plenary Session

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) recently held its 24th Plenary Session in Nairobi.

The session was chaired by Eugene Wamalwa, cabinet-secretary for Defence of the Republic of Kenya.

A significant milestone in the Strategic Planning Steering Group's (SPSG) work, which Seychelles chaired, was the presentation of a report with recommendations for a change in strategic direction for the CGPCS.

The chairperson of SPSG, Steve Lalande, director-general, regional affairs division of the Foreign Affairs department, represented Seychelles at the Plenary Session and underlined that "the SPSG has held seven working sessions over the past year and this has led to the recommendations and the change of orientation for the Contact Group".

The report was well-received and adopted by the Contact Group's Plenary Session in Kenya.

The Contact Group has been renamed Contact Group on Illicit Maritime Activities in the Indian Ocean. Its mandate will be in line with the UN General Assembly Resolution on Oceans and the Law of the Sea (A/RES/76/72, 9 December 2021).

The change of orientation will now be presented to the United Nations Security Council (UNSC) as a part of the next UNSC resolution process on peace and security in the Indian Ocean.

This will also mark the end of the CGPCS' mandate concerning Somalia in March 2022.

The hybrid meeting registered 145 delegates for both online and in-person participation from 20 states and 37 regional and international organisations.

Seychelles mobilise the international community to continue focusing on maritime security in the Western Indian Ocean

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) held its 24th Plenary Session in Nairobi on 27 January 2022.The session was chaired by Honourable Eugene Wamalwa, Cabinet-Secretary for Defence of the Republic of Kenya.

A significant milestone in the Strategic Planning Steering Group's (SPSG) work, which Seychelles chaired, was the presentation of a report with recommendations for a change in strategic direction for the CGPCS. The Chairperson of SPSG, Mr Steve Lalande, Director-General, Regional Affairs Division of the Foreign Affairs Department, represented Seychelles at the Plenary Session and underlined that "the SPSG has held seven working sessions over the past year and this has led to the recommendations and the change of orientation for the Contact Group". The report was well-received adopted by the Contact Group's Plenary Session in Kenya.

The Contact Group has been renamed: ***Contact Group on Illicit Maritime Activities in the Indian Ocean.*** The mandate of the Contact Group on Illicit Maritime Activities in the Western Indian Ocean would be in line with the UN General Assembly Resolution on Oceans and the Law of the Sea (A/RES/76/72, 9 December 2021).

The change of orientation will now be presented to the United Nations Security Council (UNSC) as a part of the next UNSC resolution process on peace and security in the Indian Ocean. This will also mark the end of the CGPCS' mandate concerning Somalia in March 2022.

The hybrid meeting registered 145 delegates for both online and in-person participation from 20 States and 37 regional and international organisations.

Distributed by APO Group on behalf of Ministry of Foreign Affairs and Tourism – Foreign Affairs Department, Republic of Seychelles.

This Press Release has been issued by APO. The content is not monitored by the editorial team of African Business and not of the content has been checked or validated by our editorial teams, proof readers or fact checkers. The issuer is solely responsible for the content of this announcement.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.mfa.gov.sc/news/2322/seychelles-mobilises-the-international-community-to-continue-focusing-on-maritime-security-in-the-western-indian-ocean
- https://nnn.ng/seychelles-mobilises/
- https://tdpelmedia.com/seychelles-mobilises-the-international-community-to-continue-focusing-on-maritime-security-in-the-western-indian-ocean
- Armée: Le plus grand entraînement des forces navales américaines pour l'Afrique se tient dans l'océan Indien | lexpress.mu

Hydrométéorologie : un outil stratégique pour assoir la coopération entre les Pays de la zone Océan Indien

David Gauvin



Le 8 novembre, la COP26 s'intéressait aux "pertes et dommages" dus aux effets du dérèglement climatique. Les îles en développement sont particulièrement concernées. L'un des leviers d'action réside dans la prévention des risques. En cela, la capacité de générer des services climatiques utiles à la prise de décision et à la planification s'avère importante. C'est tout l'objet du projet Hydromet de la COI, cofinancé par l'AFD, l'UE et le Fonds vert.

Entre 1964 et 2014, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont été touchés par plus de 100 catastrophes naturelles. 93 d'entre elles étaient en lien direct avec les phénomènes hydrométéorologiques, soit 74 tempêtes, 11 inondations et 8 sécheresses. L'agriculture, le tourisme, les infrastructures ou encore l'approvisionnement en eau sont les secteurs les plus touchés. La prévention et la gestion des risques de catastrophes sont essentiels pour réduire les risques dans ces secteurs sensibles. C'est tout l'intérêt de l'hydrométéorologie et de l'intégration de ses outils dans la prise de décision. Le projet Hydromet de la COI y contribuera. Une étude menée en 2017 par la Banque mondiale confirme la tendance croissante de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien. Les habitants de petites îles, de zones arides ou semi-arides, de zones inondables ou de zones côtières de basse altitude sont particulièrement exposés aux effets aggravants du changement climatique. Les dangers hydrométéorologiques se traduisent par des cyclones tropicaux, des pluies diluviennes, des orages, des inondations, de la sécheresse, des vagues de chaleur. Les dommages matériels résultant des événements climatiques sont estimés à 13,1 milliards de dollars selon la Banque mondiale. **Suite de l'article**

Seychelles NATION

Visite de l'Institut de Recherche de l'Economie Bleue de l'UniSey



L'Ambassadeur de France aux Seychelles, M. Dominique Mas a visité, le mercredi 9 février, les locaux de l'Institut de recherche de l'Economie Bleue (BERI) au sein de l'Université des Seychelles (UniSey). M. MAS était accompagné pour l'occasion du Dr Francis Marsac, représentant de de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) aux Seychelles et chercheur océanographe au sein de la Seychelles Fishing Authority.
Lors de cette visite, l'Ambassadeur Mas en a profité pour s'entretenir avec Mme Nuette Gordon, directrice du département des sciences marines à l'Université des Seychelles et a pu découvrir ses travaux de recherche en matière d'algues marines. Les travaux concernant le projet sur la croissance des coraux ont été présentés par le Dr Jérôme Harlay. Ces deux projets bénéficient du soutien financier du gouvernement français à travers le Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI).
Le projet algues marines présente deux finalités. En premier lieu, la culture d'algues autour des cages de grossissement de poissons d'élevage a pour intérêt d'absorber l'excédent de composés organiques produits par l'aquaculture, et donc de purifier le milieu ambiant tout en favorisant la croissance de ces algues. En second lieu, la production d'alginates utilisés dans l'alimentation et en cosmétique à partir des algues Sargassum, abondantes aux Seychelles, est une voie innovante de valorisation économique. Un procédé d'extraction et de concentration a été mis au point à l'occasion de ce projet.
Pour rappel, à travers le Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants, la France a décidé de consacrer 600 000 € (soit environ 10 millions de roupies seychelloises) à des actions de recherche et de développement dans le domaine de l'économie bleue. L'ensemble des Etats-membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) et les pays de la côte est-africaine (Afrique du Sud, Mozambique, Tanzanie et Kenya) ont été bénéficiaires du programme « l'année bleue de l'Océan indien ». Au total, 100 000 euros (1,6 millions de roupies seychelloises) ont été affectés aux Seychelles.

L’ambassadeur Mas a rappelé que sa visite intervenait le jour de l’ouverture du One Ocean Summit qui s’est tenu à Brest, en France, les 9, 10 et 11 février 2022 et auquel ont participé le Président de la République des Seychelles, M. Wavel Ramkalawan, ainsi que le Ministre Désigné, Ministre des Pêches, Jean-François Ferrari, et le Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme, M. Sylvestre Radegonde.
A l’issue de cette visite, l’Ambassadeur Mas s’est déclaré « impressionné par la qualité des recherches effectuées au sein de ce laboratoire et le potentiel d’innovation que les travaux du BERI offrait aux Seychelles dans le domaine de l’économie bleue et de la gestion et conservation des espèces naturelles comme les algues marines ».
« Avec le One Ocean Summit, avec la présidence de la COI, la France a fait de l’économie bleue une priorité en défendant un accès durable et équitable aux richesses de la mer », a-t-il conclu.

Nous vous proposons quelques photos prises lors de la visite.




Seychelles NATION

Rencontre entre le ministre de l'agriculture et des représentants du CIRAD



De gauche à droite : le secrétaire principal du département de l'agriculture, M. Keven Nancy, le Ministre Joubert et M. Jérémy Salinier, chercheur au CIRAD

Les représentants du Cirad ont rencontré le ministre de l'agriculture

Le Ministère de l'Agriculture, du Changement Climatique et de l'Environnement, M. Flavien Joubert, accueille cette semaine M. Jérémy Salinier, chercheur au CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement) à La Réunion, qui coordonne deux projets de coopération agricole dans l'Océan Indien auxquels les Seychelles contribuent.

Le premier projet – Germination – est co-financé par l'Union Européenne (FEDER), la Région Réunion et le CIRAD. Il permet de préserver et valoriser l'agro-biodiversité, c'est-à-dire la diversité des différentes espèces agricoles et des différentes variétés au sein de ces espèces, qui sont originaires de différents pays du sud-ouest de l'Océan Indien et qui constituent à la fois notre patrimoine agricole et à la fois des sources de solutions pour améliorer la résilience de l'agriculture régionale face au changement climatique et aux nouveaux pathogènes.

Aux Seychelles, le projet vise en particulier à préserver la diversité de l'arbre à pain. http://www.agriculture-biodiversite-oi.org/Germination.

Le second projet – Food-Sec Semence – est co-financé par l'Union Européenne et le CIRAD en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien. Il vise à relancer la production régionale de semences de qualité afin de réduire la dépendance de la région aux importations, et d'améliorer l'accès des agriculteurs à des semences de bonne qualité sanitaire et adaptées aux conditions agro climatiques locales.

Aux Seychelles, c'est la production de semence de maïs et de haricot vert qui va être testée cette année. http://www.agriculture-biodiversite-oi.org/Food-Sec-Semence

Dans son intervention, le Ministre Joubert a salué les initiatives et a souligné qu'il s'agit d'une opportunité d'échange de connaissances avec les jeunes qui souhaitent rejoindre une agriculture plus innovante, compte tenu de

l'impact du changement climatique, cela contribuera à dynamiser les productions locales.
Il a en outre déclaré que ce sera également une opportunité de se connecter avec d'autres pays de l'Océan Indien qui partagent les mêmes conditions climatiques que les Seychelles.

CYCLONE BATSIRAI - MADAGASCAR : LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE LANCE UN APPEL À DONS POUR FAIRE FACE AUX BESOINS

Depuis le passage du cyclone tropical Batsirai à Madagascar le samedi 5 février, dans le district de Mananjary, les premières évaluations sur le terrain sont alarmantes d'autant que les zones les plus touchées s'avèrent particulièrement difficiles d'accès car beaucoup de routes et de ponts ont été coupés.
Plusieurs centaines de milliers de personnes pourraient avoir besoin d'une aide humanitaire d'urgence dans les différentes régions affectées.
La Croix-Rouge française active son dispositif de réponse d'urgence depuis La Réunion à travers sa Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (PIROI). Dans ce cadre, la PIROI déploie 87 tonnes de matériel humanitaire à partir de ses entrepôts de Madagascar (Antananarivo et Tamatave) et de La Réunion - comprenant des outils de reconstruction de l'habitat, des kits d'hygiène et d'assainissement et des biens de première nécessité. Un avion de la compagnie Air Austral, spécialement affrété par la Croix-Rouge française au départ de La Réunion, décollera vendredi 11 février vers Antananarivo. Par ailleurs, des équipiers d'urgence spécialisés se rendent sur place afin d'appuyer l'organisation de la coordination de la réponse et fournir une aide technique.
Déjà fragilisés au mois de janvier par la tempête tropicale Ana, ses pluies torrentielles et ses inondations généralisées, les habitants de Madagascar ont besoin de la solidarité du plus grand nombre. En soutien de la Croix-Rouge malgache et de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), la Croix-Rouge française se mobilise et lance un appel à dons pour venir en aide à la population, déjà très vulnérable, de cette île durement touchée.
Un lourd bilan est d'ores et déjà à déplorer et la situation risque de se dégrader
L'île de Madagascar avait déjà été impactée entre le 17 et 24 janvier par de fortes pluies et le passage de la tempête tropicale Ana, provoquant des inondations dans 12 régions dont la capitale et un lourd bilan (55 décès et 135 000 personnes sinistrées au total). De nombreuses actions étaient en cours pour venir en aide aux victimes via la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).
A cela s'est ajoutée une nouvelle catastrophe avec Batsirai le 5 février dernier, l'œil du cyclone est passé à 14 km au Nord de la ville de Mananjary au stade de cyclone tropical intense : des vents de 165 km/h avec des rafales à 235 km/h et de fortes pluies ont été enregistrées, provoquant des inondations et d'importants dégâts dans la région Sud-Est de Madagascar. Selon le dernier bilan provisoire du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC), 80 personnes sont décédées, plus de 112 115 personnes sont sinistrées, 61 489 personnes sont déplacées dans 99 sites

d’hébergement. Les évaluations font également état de 7 488 habitations détruites, 2 714 endommagées et 6 978 inondées.

Le budget pour cette opération humanitaire est actuellement estimé à 667 000 euros.

Le déploiement de la PIROI est rendu possible grâce au soutien financier du Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères français (MEAE). Un fonds d’urgence est par ailleurs activé à travers le programme régional de renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes que mène la PIROI en partenariat avec la Commission de l’océan Indien et le soutien financier de l’Union européenne.

L’appui de la PIROI est facilité par l’Ambassade de France à Madagascar et la Plateforme de Coopération de la France de L’Océan Indien (PCFOI - Préfecture de La Réunion).

Plus d’infos cliquez les liens :

- La Croix-Rouge française déploie 87 tonnes de matériel d'urgence (orange.mg)
- https://alwatwan.net/politique/cyclone-batsirai-solidarit%C3%A9-madagascar-i-l%E2%80%99etat-comorien-apporte-%C2%ABun-soutien-symbolique%C2%BB-de-600-millions-d%E2%80%99ariary-aux-sinistr%C3%A9s.html
- https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/batsirai-a-madagascar-37-tonnes-de-materiels-apportes-de-la-reunion-par-air-austral,103411
- https://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/cyclone-batsirai-la-croix-rouge-francaise-deploie-87-tonnes-de-materiel-d-urgence

Marché du nickel : Une croissance qui joue en faveur de l'économie malgache



Ambatovy contribue à la relance économique.

La forte croissance de la production mondiale de voitures électriques devient une opportunité pour les pays producteurs de nickel comme Madagascar et l'Afrique du Sud.

La loi de finances 2022 table notamment sur une croissance du secteur secondaire qui devrait être de 8,5% en 2022. L'industrie extractive marquée notamment par un retour en force de la production de nickel joue un rôle dans cette croissance.

Bonne perspective

En effet, après une chute de 56,8% en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, l'industrie extractive a rebondi en 2021 grâce à la reprise des exportations minières, notamment celles d'Ambatovy. Par ailleurs, la loi de finances 2022 indique que *« les engagements internationaux en faveur de la transition énergétique (notamment ceux des grands constructeurs automobiles qui projettent de produire majoritairement, voire uniquement des véhicules électriques à l'horizon 2030) devraient booster les investissements pour l'exploitation de minerais entrants comme le graphite et le cobalt (nécessaires pour la fabrication des batteries des voitures électriques). En 2022, les exploitations de graphite Vatomina et Sahamamy devraient produire 30 000 tonnes et celle de Molo, avec une réserve estimée à 145 millions de tonnes, produirait 17 000 tonnes. L'industrie extractive devrait alors connaître une croissance de 19% en 2022 ».* Cette bonne perspective est corroborée sur le plan international sur lequel le cours du nickel affiche également une tendance à la hausse. Ce métal rare a en effet commencé l'année 2022 avec une réelle embellie. Le cours du nickel a battu des records, début janvier sur le London Metal Exchange (LME). « À son plus haut taux vendredi, la tonne de nickel s'échangeait à 22 935 dollars, un prix que le « *métal du diable* » n'avait plus atteint depuis août 2011. Le nickel a atteint son plus haut niveau en plus d'une décennie » lit-on notamment dans un article publié dans Libération. **Suite de l'article**

BAD/Secteur non sucrier : une délégation bientôt à Maurice pour une étude de faisabilité



La Banque africaine de développement (BAD) a réalisé une évaluation du secteur non sucrier dans laquelle il a été recommandé qu'une zone spéciale de transformation agro-industrielle (SPAZ) soit mise en place à Wooton afin d'accroître la production et la compétitivité du secteur et une étude de faisabilité recommandée.
La BAD a donné son aval pour un don du Fonds d'assistance technique pour les pays à revenus intermédiaires (FAT-PRI) d'environ 143 927 USD pour couvrir les aspects suivants du projet, à savoir l'étude de faisabilité complète et les schémas directeurs pour la SPAZ, la présentation du rapport de faisabilité complet qui comprend la coordination et la gestion du projet et des plans directeurs au gouvernement ainsi qu'aux parties prenantes.
Une délégation de la BAD sera à Maurice du 14 au 18 février prochain afin de décaisser le montant du FAT-PRI pour l'étude de faisabilité du SPAZ à Maurice.

Les Seychelles plaident lors du sommet " One Ocean Summit " contre les menaces qui affectent les petits états insulaires.

| By: **Rassin Vannier**



Le président des Seychelles Wavel Ramkalawan lors du sommet " One Ocean Summit " (State House)

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles Wavel Ramkalawan a plaidé lors du sommet " One **Ocean** Summit ", contre les menaces qui affectent les petits états insulaires en Développement (PIED).
La rencontre s'est tenue ce vendredi 11 février à Brest, en France.
"La prévalence des conditions météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer menacent nos moyens de subsistance et la survie même de nos îles. Dans ces circonstances, la crise du changement climatique demeure et exige une réponse urgente, cohérente et mondiale. Elle exige également des solutions durables", a déclaré le président Ramkalawan.
Le chef de l'État seychellois a déclaré que « nous avons "un seul océan" qui représente le patrimoine de toute l'humanité et que nous devons lui accorder le respect qu'il mérite ».

C'est le Président français, Emmanuel Macron, qui a ouvert cette pr
édition du "One **Ocean** Summit", qui a réuni une douzaine de chef
et de dirigeants de diverses organisations internationales. (State
Photo License: All Rights Reserved

Les Seychelles ont décidé de décréter 30 % de son territoire marin en zone protégée, grâce un programme d'échange de la dette du pays.
C'est le Président français, Emmanuel Macron, qui a ouvert cette première édition du "One **Ocean** Summit", qui a réuni une douzaine de chefs d'État et de dirigeants de diverses organisations internationales.
Cette rencontre avait pour objectif de mobiliser la communauté internationale afin qu'elle prenne des mesures concrètes pour préserver et soutenir un océan sain et durable. **Suite de l'article**

Les impacts dévastateurs du réchauffement au crible de 195 pays



Alors que le réchauffement de la planète s'accélère, 195 pays commencent lundi l'adoption d'un rapport scientifique de référence sur ses impacts dévastateurs, qui peindra sans aucun doute une image sombre de l'avenir auquel l'humanité doit se préparer.

Après plus d'un siècle et demi de développement économique consacrant les énergies fossiles, le monde a gagné environ +1,1°C par rapport à l'ère pré-industrielle, multipliant déjà canicules, sécheresses, tempêtes ou inondations dévastatrices.

Dans le premier volet de leur rapport publié en août dernier, les experts climat de l'ONU (Giec) estimaient que le mercure atteindrait autour de 2030, soit dix ans plus tôt qu'escompté, le seuil de +1,5°C, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris.

Avant un troisième opus en avril sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le deuxième dont les négociations débutent lundi se penche sur les impacts du réchauffement, et la façon de s'y préparer ("l'adaptation").

Il doit décliner ces conséquences sur tous les continents et dans tous leurs aspects: santé, sécurité alimentaire, pénurie d'eau, déplacement de populations, destruction des écosystèmes... "La vie sur la planète est frappée par le changement climatique et de nombreux systèmes atteignent leurs limites (...). Nous aussi avons nos limites. Comme les autres espèces, notre espace de vie se réduit", a commenté il y a quelques jours Hans-Otto Pörtner, co-président du groupe de près de 300 scientifiques ayant préparé ce rapport. **Suite de l'article**

Lire aussi : Environnement marin Le « One Ocean Summit », un sommet au chevet des mers et des océans (lagazettedescomores.com)

Quelque 40,000 touristes sont arrivés à Maurice en janvier 2022

L'île Maurice a accueilli 40,028 touristes sur son sol pour le mois de janvier 2022, c'est ce qui ressort du rapport de Statistics Mauritius publié le 10 février. Ce chiffre représente une véritable hausse comparativement au mois de janvier 2021, en raison de la fermeture des frontières jusqu'en octobre 2021.

40,028 touristes ont foulé le sol Mauricien ce janvier 2022. Les chiffres pour les arrivées ont largement augmenté contrairement à la même période en 2021 où seulement 1,232 touristes avaient été accueilli. A savoir que les frontières de Maurice étaient fermées durant 18 mois et ont rouvert qu'en octobre 2021.

Les chiffres pour les arrivées démontrent aussi que 39, 734 touristes ont voyagé par voie aérienne alors que 1, 185 touristes sont venus en bateau. Le rapport de Statistics Mauritius indique également que le plus grand nombre de touristes voyageant à Maurice vient d'Europe avec notamment 35, 041 européens, dont 11,180 voyageurs français.

Lire aussi : https://www.nation.sc/articles/12416/seychelles-team-launches-sports-tourism-at-dubai-expo-sports-tourism-launched-as-investment-prospect

Bilan Covid-19 : 28 décès et 1410 nouveaux cas en une semaine



Le nombre de décès et des nouveaux cas en baisse.

La courbe des décès dûs à la Covid-19 a connu une baisse fulgurante. D'après le bilan épidémiologique du 5 au 11 février, 28 décès supplémentaires ont été enregistrés en une semaine. Le cumul des personnes qui ont succombé à cette maladie se porte ainsi à 1 335 depuis le début de l'épidémie en mars 2020 soit un taux de létalité de 2,12%.

Pour les nouvelles contaminations, 1 410 sur les 7 671 tests réalisés sont revenus positifs soit un taux de positivité de 18,38%. Les personnes testées positives à la Covid-19 ont été recensées dans 21 régions mais Analamanga reste l'épicentre de l'épidémie avec 771 cas. 107 pour Vakinankaratra , 84 pour Diana , 74 pour Sava , 44 pour Sofia , 33 pour Atsinanana, 23 pour Ihorombe , 15 pour Alaotra Mangoro, 12 pour Bongolava , 10 pour Vatovavy et Fitovinany,6 pour Amoron'i Mania, 2 pour Melaky. Analanjirofo et Atsimo-Atsinanana comptent chacune 7 cas , 4 cas pour Betsiboka et idem pour Boeny. Anosy et Atsimo-Andrefana comptent chacune 92 cas et un cas dans l'Itasy. En tout, 62 844 cas sont enregistrés dans le pays jusqu'ici contre 387 097 pour les tests réalisés. Dans son rapport, le ministère de la Santé a également rapporté 1813 guérisons en une semaine si 87 malades ont développé la forme grave de la Covid-19 et sont toujours soignés auprès des centres hospitaliers.

Narindra Rakotobe

Lire aussi la situation du Covid-19 dans la région :

- https://www.wazaa.mu/fr/covid-19-et-variants---75-cas-d-omicron-et-4-du-delta-detectes-au-9-fevrier-a-maurice
- https://www.wazaa.mu/fr/covid-19---13-personnes-sont-decedees-durant-cette-semaine
- https://www.nation.sc/articles/12408/covid-19--revision-of-public-health-and-social-measures-opening-hours-of-shops-extended-to-9pm-effective-february-11
- https://freedom.fr/covid-19-a-la-reunion-71-deces-depuis-le-1er-fevrier-20225-en-24h-taux-dincidence-en-hausse-2706/

Pêche industrielle et artisanale : Vers un renouvellement des protocoles de pêche



Afin d'assurer une valorisation optimale des ressources halieutiques dans la zone de pêche de Madagascar, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue prévoit de renouveler des protocoles de pêche permettant aux navires d'exercer dans nos eaux. Dans cette optique, et pour renforcer la transparence dans la gestion de la pêche, une séance de partage et d'informations entre toutes les parties prenantes a été organisée dernièrement à Ampandrianomby. Cette réunion a été l'occasion pour ce département ministériel de partager ses perspectives sur la pêche industrielle et la pêche artisanale pour la campagne 2022. Plusieurs entités y ont participé dont entre autres, la société civile, le groupement professionnel de pêcheurs, des représentants des sociétés de pêche ainsi que les partenaires techniques et financiers. En conformité avec ses missions, le ministère de tutelle veut toujours promouvoir une pêche durable et responsable en adéquation avec la protection de l'environnement marin et des espèces protégées.

Bonne gouvernance. Pour sa part, la société civile réclame non seulement la transparence et la bonne gouvernance de ce secteur pourvoyeur d'emplois et de devises mais elle sollicite également la mise en place d'un système économique favorable au développement de ce secteur. Les communautés de base vivant dans les littoraux devraient également profiter des retombées économiques, outre la gestion rationnelle des ressources halieutiques au profit des générations futures. La lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), n'est pas en reste outre l'amélioration des accords de pêche, le développement de l'économie bleue et l'amélioration des chaînes de valeur. Il faut savoir que le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue a déjà mis en place de nouvelles orientations stratégiques de développement de ces deux sous-secteurs.

Navalona R.

Lire aussi : https://lexpress.mg/14/02/2022/peche-maritime-patrick-rajoelina-hausse-le-thon/